

Comment la presse nous a assassinés...

« C'est impératif: d'ici 2010, il faut retarder le départ à la prépension » (communiqué de la Fédération des Entreprises de Belgique, 22 août 2002). « Assez d'immobilisme. Finies les discussions. Il s'impose d'élaborer une autre politique en matière de fin de carrières et de ne pas se cantonner au terrain connu des droits acquis » (idem, 2 décembre 2003). « À politique inchangée, le vieillissement de la population entraînera un coût supplémentaire, une hausse intenable en raison de l'espérance de vie accrue » (idem, 7 juillet 2004). « Il faut créer les conditions pour que les entreprises disposent d'une main-d'œuvre plus nombreuse, meilleure et moins coûteuse. Dès maintenant » (idem, 8 septembre 2004). « Il ne s'agit pas d'une révolution, mais de nous rapprocher de la moyenne européenne » (idem, 2 octobre 2005).

Les derniers mois, la FEB s'était donc déchaînée. La presse « impertinente », « à la poursuite farouche du progrès » (sic), avait évidemment enchaîné. « Impossible de financer les pensions du papy boom si 72 % des Belges ne travaillent plus après 55 ans » (LE SOIR, 14 juillet 2004). « La Belgique grisonne. Pour payer les pensions, la Sécu devra collecter suffisamment de cotisations chez les actifs » (LE SOIR, 21 décembre 2004). « Pour financer le vieillissement, il faudra faire plus d'efforts. L'OCDE désire sabrer dans les prépensions (...). Alors, au travail ! C'est aussi le point de vue du Gouverneur de notre Banque Nationale » (LE SOIR, 10 mars 2005). « Au boulot, les tempes grisonnantes » (LE SOIR, 14 juin 2005). « Tout, ou presque, reste à faire. Le papy boom va, à partir de 2010, ankyloser l'économie et faire fondre le financement de la Sécu (...). Impossible, à moins de réduire notre prospérité, de laisser une majorité de salariés filer vers la prépension dès 58 ans » (LE SOIR, 22 septembre 2005). Etc, etc...

Quatre jours après la grève générale emmenée le vendredi 7 octobre par la seule FGTB, Guy Verhofstadt convoque devant le Parlement la double fatalité « du vieillissement et de la mondialisation » pour annoncer 66 mesures destinées à maintenir plus de personnes au travail, à décourager la sortie anticipée du marché de l'emploi, à remettre

en bref

Après cet article décortiquant certaines conséquences du « pacte des générations » (cf. p.28), il nous a semblé intéressant de publier un pamphlet, paru dans le journal d'Attac, qui traite de la façon dont la presse a rendu compte des résistances opposées au dit pacte.

à l'ouvrage les chômeurs âgés. « Travailler plus longtemps n'est pas une punition », ponctuera le Premier ministre qui, c'est connu, a une longue expérience du travail en usine...

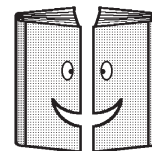
C'est peu de le dire. Dans les entreprises, le soi-disant « pacte » entre les générations a attisé du dissentiment, du désordre social puisque, à la base, les affiliés énervés poussent les trois syndicats à fortifier une riposte commune plus efficace.

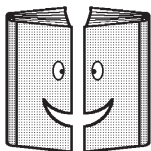
Jean Flinker,
article paru
dans le dernier
Angles d'Attac,
le journal d'At-
tac-Bruxelles 1

Pures peurs...

Dans ce contexte de désobéissance diffuse, partis de gouvernement et médias associés vont s'atteler à transfigurer ce sentiment de révolte pourtant bien là, et à le psychologiser : en faire une réaction purement émotive dont « la peur face aux changements nécessaires et aux inévitables incertitudes du lendemain » constituerait l'unique ressort. « La grève a fusé, écrit ainsi Bénédicte Vaes dans LE SOIR du 9 octobre, à la fois prise de parole, coup de force, acte de catharsis. Les salariés ont clamé leur inquiétude ». Laurette Onkelinx: « Je comprends l'angoisse des gens » (LE SOIR, 24 octobre). « Vendredi dans la rue, les salariés diront surtout leur peur multiforme » (B. Vaes, LE SOIR, 27 octobre). Elio Di Rupo: « Je comprends les craintes des gens. Nous sommes confrontés à tant d'incertitudes » (LE SOIR, 28 octobre). Didier Reynders: « Le MR comprend les inquiétudes des citoyens » (idem). Guy Verhofstadt: « Oui, moi aussi, je comprends l'inquiétude des gens qui manifestent » (LE SOIR, 29 octobre)... Du coup, pour dissiper cet état d'esprit décidément « apeuré », un surplus de tact, d'empathie, de qualité d'écoute et de compatissance devraient agir afin de réconcilier les uns et les autres. Telle

A lire, à débattre





est, en tous cas, la conclusion éditoriale affirmée par Vaes dans LE SOIR du 27 octobre (à la veille d'une grève générale portée, cette fois, en front commun): « *Vendredi, les salariés diront surtout leur peur de la précarité, de la mondialisation, des restructurations, du chômage des jeunes. Ils en ont le droit. Au gouvernement de les apaiser. Il en a le devoir. Parce que le peuple et l'Etat seront bien forcés de continuer à vivre ensemble* ». Le même jeudi, à 19 heures 30, lors du Journal télévisé de la RTBf, Zoé Genot-c'est un comble - tiendra les mêmes propos humanitaires, invitant les autorités à faire preuve de mansuétude maternante car les gens « *oui, les gens attendent qu'on leur tende la main* » (sic)...

Inciviques

Faire travailler les gens plus longtemps (en retardant les départs en prépension [10 ans de carrière en plus, dès 2012, pour « *la conventionnelle* »] et en obligeant les salariés victimes de restructuration à retrouver un autre travail) ? Ces mesures qualifiées de « *symboliques* », le gouvernement avait tenu à les encadrer par des aides spécifiques à d'autres catégories d'infortunés: ajouter 512 millions d'euros aux 4,758 milliards annuels déjà affectés aux réductions de charges patronales; appliquer une seconde DLU aux inciviques de l'impôt à travers la reconduction d'une nouvelle Déclaration libératoire « *unique* »... Une politique de parti pris contre laquelle continue de monter un juste ressentiment populaire. Comment, dès lors, rencontrer ce jugement pour mieux le contrer ? « *L'électeur n'aime pas qu'on le traite à la hussarde, avait plaidé par avance la spécialiste en stratégie sociale, Bénédicte V. Sur le terrain de la vie et celui des entreprises, on préfère évoluer par mouvements successifs s'ils se poursuivent dans la continuité. Réformer les carrières exige de déraciner des préjugés, de transformer des mentalités, de rassurer (...). Interdire (toute) prépension susciterait d'énormes vagues de protestation (...). On ne gagnerait pas la révolution dans les têtes* » (LE SOIR, 22 septembre). C'est clair ? C'est clair.

La contre-révolution culturelle va donc redoubler de vigueur. D'abord, en présentant méthodiquement les faits à l'envers. Ainsi, le 5 octobre (deux jours avant la première grève générale), LE SOIR met en scène -cul par dessus tête- la nouvelle tentative gouvernementale cherchant à corrompre l'opinion publique: « *Positif (sic): la majorité promet de relever les pensions. Négatif (sic): les syndicats coïncent toujours sur les prépensions* » (B.Vaes). En réalité, si on se place du côté de ceux qui luttent, « *Positif* » et « *Négatif* » sont à inverser; de surcroît, les pensions en Belgique (qui sont les plus basses d'Europe) se verraient royalement rehaussées, à partir de 2008, de 5 euros par mois -soit à peine 0,00004 % du budget.

12 octobre (toujours dans LE SOIR), Bénédicte Vaes: « *Verhofstadt II, un accord et ça repart... Le compte est bon (sic). Voici les principales mesures: adoucir (sic) les prépensions involontaires. Aider (sic) les travailleurs licenciés à retrouver du boulot, dopper (sic) l'emploi des peu qualifiés, favoriser (sic) les quinquas licenciés, augmenter (sic) les pensions...* ».

Bref « *ça repart* » car, dans le même temps, les oppositionnels à la grève -quels que soient leur rang et leur rente (qu'il s'agisse de Reynders, Onkelinx ou Milquet)-, tous trouvent place nette dans les médias de révérence. D'ailleurs, pour Jean-Luc Dehaene, « *faire grève ne sert à rien: dans notre pays, ce n'est pas la rue qui décide* » (VRT, 7 octobre). Même topo pour la FEB: « *Que résout encore une grève aujourd'hui? Rien! La grève, organisée ce jour par la FGTB, est inopportune et illicite* » (toute la presse du 7 octobre). Freddy Willockx (dûment présenté comme le porte-parole de l'aile gauche du SPa): « *La grève n'est pas légitime* » (De Morgen, 8 octobre). Qui plus est, selon l'étoile montante du Socialistische Partij, Hans Bonte, « *les syndicats sont désormais des forces conservatrices* ». « *La grève est inacceptable* », récapitulera Gerolf Annemans du Vlaams Belang, le 9 sur la VRT Eén. « *Le VLD dispose du soutien de nos 18 députés. Car je suis content de voir que le parti libéral reprend une de nos propositions de loi (que nous présentons depuis 20 ans déjà), pour*

rendre les syndicats responsables de leurs débordements ! ».

De toute manière, Laurette Onkelinx avait déjà préventivement informé les indécis et les butés sur la conception socialiste de l'ordre démocratique dans notre pays: « *Le gouvernement imposera sa décision sans les syndicats, si on n'arrive pas à un accord* » (De Standaard, 1er octobre).

Despotisme

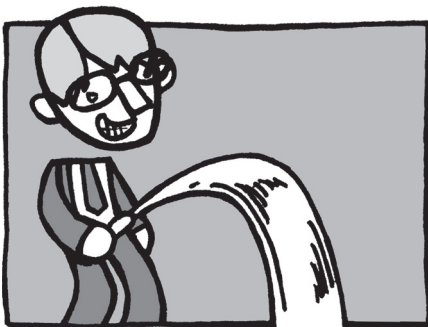
« *La majorité a réussi à réformer les carrières comme l'Union européenne le lui ordonnait (sic) (...). Le chambardement des prévisions est lancé. Aucune contestation n'y changera rien* », a répété B. V. « *LE SOIR... j'ai envie de savoir* » du 11 octobre). Malheureusement pour la majorité, la base des trois syndicats persévère à vouloir rejeter ce type de réformisme despotique et a décidé une nouvelle grève « *commune* » le 28. Pour les élites journalistiques, c'est à n'y plus rien comprendre. Bénédicte, 19 octobre: « *On (sic) a répété à l'envi* » (« *on* », c'est-entres autres- B. Vaes), qu'on doit relever le taux d'emploi des seniors sous peine de voir imploser la protection sociale... « *Mais, à la base, on parle avec ses tripes, pas avec les chiffres (...)* ». Qu'importe. Pour le gouvernement, il n'y a pas d'états d'âme qui tiennent. « *Si le PS adhère au Pacte pour les générations, c'est parce qu'il est bon* », reprécisera la vice-Première Laurette O. dans LE SOIR du 24, qui lui a -une nième fois- accordé une interview pleine page. « *À propos de la manière dont certains délégués ont informé les affiliés sur le contenu du Pacte, Laurette Onkelinx parlait de désinformation (...). La philosophie du Pacte ne peut être remise en cause* »: dans La Libre Belgique, c'est au vibronnant columnist en chef, Michel Konen, que l'on doit cet iconoclaste aveu. Trois jours plus tard, l'arrogant continuera à faire du plat à la dirigeante socialiste: « *La FGTB, essentiellement, a pollué le message et un trop grand nombre de citoyens ne comprennent plus rien aux objectifs du plan gouvernemental. Trop décisif (...). Le gouvernement serait bien inspiré d'améliorer sa communication à ce propos* » (La Libre 29

octobre). « *Il serait suicidaire d'inverser le cap (...). Les syndicats doivent savoir modérer leurs propos s'ils veulent éviter une faillite de la Sécu, qui serait bien plus préjudiciable encore à leurs membres* », rajoutera Christian Carpentier dans la Dernière Heure du 29 -histoire de prouver que le pluralisme médiatique, dans notre pays, n'est pas un vain mot. « *Le gouvernement doit appliquer le plan sans restrictions* », surenchéra la FEB. « *Intégralement* » (Bert Somers, Président du VLD). « *On ne négociera plus* » (Guy Verhofstadt).

Dès le 29 octobre, au lendemain d'une grève interprofessionnelle réussie et d'une manifestation qui a rassemblé 100.000 personnes contre « *le Pacte qui « oppose » les générations* », la presse s'est donc donné le mot pour persifler la contestation et siffler la fin des protestations. Pour la circonstance, Béatrice Delvaux, rédactrice en chef du SOIR, se charge de l'entrée en matière: « *Deux grèves, passons (sic). Trois, ce serait du dégât. Car ministres et syndicalistes ont à jouer un rôle central qui n'est pas d'être populaires: être des hommes d'État (...). Toutes les grèves du monde ne pourront rien changer à cette équation: le financement des pensions (...) doit être adapté par égard pour les générations à venir* ».

Comme par télépathie, Paul Geudens, dans la Gazet van Antwerpen, avait tenu à chanter, en flamand, le même refrain: « *Un Premier ministre qui brave la protestation syndicale comme un homme d'Etat courageux et de grand format, y a-t-il plus beau cadeau pour un libéral? Margaret Thatcher l'avait bien fait avant lui* ». « *Atterrir en douceur ou entrer en guérilla sociale, avec un, deux, trois jours de grève générale...? Les syndicats pourraient s'engager dans un scénario sans issue (qui déboucherait sur le seul constat de leur impuissance* » (Bénédicte Vaes, 9 novembre). « *Même retouché, « le pacte » ne passe pas la rampe (...). On annonce de nouvelles actions (...). Bon, un peu de sérieux. Pourquoi s'acharner à refuser cette réforme des pensions? (Parce qu') on se bat pour des symboles. On sombre parfois dans l'irrationnel. L'enjeu devient le pouvoir de dire NON. Le refus d'avaliser une défaite sociale (...).*





Les hommes politiques nous pissent dessus, les médias nous disent qu'il pleut.

(Aujourd'hui), on saura si les syndicats s'engagent dans des grèves jusqu'aux boulistes, par volonté de narguer le monde politique » (B. Vaes, 22 novembre). « Dans la Belgique d'en bas, la colère ouvrière continue de fuser. Ce volcan crache, outre ses coulées de rage, des miasmes de poujadisme (...). Où tout cela va-t-il aboutir? Entre-t-on dans un temps de grand désordre social? Il ne servirait à rien, de fait, d'enchaîner des grèves contre le gouvernement » (idem, 23 novembre).

Le journal conservateur De Standaard, avec d'autres mots, ne dira pas autre chose. « Les syndicats ne mènent même pas un combat d'arrière-garde. Ils se déploient sur le champ de bataille d'une guerre antérieure. Ils piétinent sur un sentier qui ne conduit nulle part. Parce que la base le veut. Mais qu'est-ce que ça veut dire? ».

Demain de maîtres

Outre une campagne d'autopromotion publicitaire étalée un mois durant dans toute la presse écrite (coût : 100 millions de francs), le gouvernement va -il est vrai- agir de mains de maître pour mieux étrangler un mouvement décidément indocile. Adoptant la stratégie de la terre brûlée, il a fait traduire -au pas de charge- le Pacte en loi-cadre et en arrêtés d'application: en quelques heures l'affaire a été pliée. Ensuite, il a conclu un

nouveau rendez-vous avec les partenaires sociaux pour la mi-novembre, rendez-vous au cours duquel chacun aurait le loisir de discuter de modalités d'exécution. Une manière filoutée d'enfermer les syndicats dans un calendrier rallongé et d'en espérer la démobilitation.

« De mains de maître » ? Avec pour la main droite, Verhofstadt: « On ne renégociera rien. La réforme sera exécutée comme nous l'avons décidé » (26 octobre). Et pour la main gauche, Onkelinx: « Le Pacte est un cadre. On peut tout négocier à condition que ce ne soit pas contraire à l'esprit, aux principes » (7 novembre). « Il y a une ouverture totale à propos de tonnes (sic) de modalités d'exécution (sic) » (L. Onkelinx, La Libre, 7 novembre). « Il subsiste des espaces majeurs de dialogue » (idem, 25 novembre). Un dialogue qui-on s'en doute- n'aura débouché que sur des changements de virgules, avec des syndicats négociant la régression sociale dans une logique de marchandages et de concessions unilatérales.

« Cette fois, elle a tenu bon, la majorité. Elle a imposé son pacte contre vents populaires et marées syndicales »... Qui est l'auteur de ces lignes ravies? Bénédicte Vaes, le 26 novembre. Bien sûr, « il restera un malaise social. Enorme. Inquiétant » (la même, le 10 décembre). Mais, c'est heureux, « nulle menace de grève ne plane sur les réveillons » (idem, 14 décembre). D'autant que « le monde syndical entend garder son souffle et ses forces pour un nouveau round qui s'ouvrira en 2006: le pacte de « compétitivité » qui implique la modération salariale » (idem). « Des réformes audacieuses sur le plan économique »: c'est ce qu'a d'ores et déjà tenu à préciser Guy Verhofstadt pour qui « nous devons poursuivre sur le même élan et réaliser le même exercice de concertation avec les partenaires sociaux ». On ne saurait mieux dire. Alors autant le répéter pour les malentendus et les malentendants: « Avec le Pacte des générations, on a consciemment opté pour une approche très douce. Ce serait une erreur fatale de croire qu'il s'agit d'un point final aux indispensables réformes » (Frank Vandembroucke, ministre flamand de l'Emploi, De Morgen, 21 janvier 2006).

